



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°36 – du 4 au 10 novembre 2022

## En bref

- Selon [l'ONS \(institut statistique britannique\)](#), 40% des entreprises britanniques ont déjà mis en place des mesures de réduction de leur consommation d'énergie afin de limiter leur facture. Cela passe essentiellement par des gestes simples, comme l'extinction complète des appareils non utilisés.

- L'Autorité britannique de la concurrence et des marchés (CMA) a [annoncé](#) que plus de 1 000 clients de la banque Barclays recevront en moyenne 750£ en réparation d'infractions commises en matière d'assurance de protection des paiements. En juillet, l'autorité avait épinglé la banque pour des failles importantes dans sa divulgation d'informations auprès de ses consommateurs.

- Charlotte Crosswell a été nommée présidente du [Centre for Finance, Innovation and Technology](#). Cet

### LE CHIFFRE À RETENIR

- 0,6%

Le PIB britannique s'est contracté au R-U en septembre, après un 3<sup>ème</sup> trimestre négatif (-0,2%).

organce, soutenu par le gouvernement, est né des recommandations du rapport Kalifa sur l'attractivité des fintechs britanniques. Son objectif est de faire progresser l'innovation financière au Royaume-Uni en réunissant des experts et praticiens de l'écosystème financier et technologique.

- La députée conservatrice Harriett Baldwin a été [élue](#) à la présidence du Treasury Select Committee de la Chambre des communes, en charge des affaires économiques et financières. Elle succède à Mel Stride, nommé au gouvernement.

## 📊 Actualité macro-économique

Lors d'une audition à la [Chambre des Lords](#), le chef économiste de la Banque d'Angleterre s'inquiète du désancrage des anticipations d'inflation – Huw Pill observe un désancrage des anticipations d'inflation dans le sillage des récents événements de marché posant la question de sa durée. Il ajoute que la BoE « ne peut pas encore crier victoire contre les effets de second tour ». Par ailleurs, s'agissant des questionnements sur l'adéquation des politiques d'assouplissement quantitatif (QE), il a estimé que « la destruction de la demande a été surestimée par rapport à la destruction de l'offre », et que les choix passés de politique monétaire ont pu contribuer à la dynamique inflationniste.

**La présentation du budget mi-novembre devrait s'accompagner de baisses de dépenses et de hausses d'impôt pour stabiliser la dette à moyen terme** – Le Chancelier Jeremy Hunt pourrait chercher à réaliser environ 50 Md£ par an d'ici 2024-25 arbitrant entre réduction des dépenses et hausse des recettes. Selon la presse, les coupes dans les dépenses publiques pourraient concerner l'aide au développement, les dépenses de fonctionnement du secteur public, l'investissement public et impliquer de plus faibles revalorisations des prestations sociales. Les potentielles hausse de fiscalité les plus fréquemment citées dans les médias concernent l'impôt sur le revenu et les contributions sociales, les droits de successions, notamment par des mesures de gel des barèmes et des abattements, et la taxe exceptionnelle sur les producteurs d'énergie.

## 📊 Actualité commerce & investissement

Dans une [lettre](#), la commission de la Chambre des communes chargée du commerce international interroge le gouvernement sur la mise en œuvre de la conditionnalité négative dans le futur *Developing Countries Trading Scheme (DCTS)* – Pour mémoire, présenté en août dernier, le DCTS permet d'accorder des droits de douane préférentiels aux importations en provenance des pays en développement ; ce nouveau régime devrait entrer en vigueur début 2023. La commission parlementaire relève, toutefois, que le régime comporte une conditionnalité plus stricte en matière de droits humains et de droits du travail et de l'environnement en comparaison de certains accords de libre-échange signés par le Royaume-Uni avec des pays tiers développés. Par exemple, dans l'accord commercial entre le Royaume-Uni et le Japon, les deux pays "réaffirment" leurs engagements en matière de droits du travail. Toutefois, à l'inverse du DCTS, l'accord ne prévoit aucun mécanisme permettant de suspendre l'accord en cas de violations desdits engagements. Or, bien que le gouvernement met un terme à l'obligation de ratification et de mise en œuvre de conventions internationales pour bénéficier du *DCTS Enhanced Framework*, il conserve un pouvoir discrétionnaire – dont l'étendue n'est pas connue – de suspendre les préférences d'un pays en cas de violations graves et systémiques des droits humains et des droits du travail.

**Taiwan exprime son souhait de signer un accord de libre-échange avec le Royaume-**

**Uni** – Lors de la visite sur l'île du secrétaire d'Etat britannique Greg Hands, en charge de la politique commerciale, à l'occasion de la 25<sup>ème</sup> conférence annuelle sur le commerce entre les deux pays, ces derniers se sont engagés à renforcer les échanges et à coopérer sur la restructuration des chaînes d'approvisionnement, notamment celles des semi-conducteurs. En réponse à cette visite, la Chine a déclaré être « résolument opposée » à toutes formes d'échanges officiels entre le Royaume-Uni et Taiwan (en l'état actuel, le Royaume-Uni n'a pas de relations diplomatiques officielles avec Taiwan mais entretient les liens économiques et commerciaux).

Selon une [étude](#) du ministère au commerce sur la perception de la politique commerciale par l'opinion publique britannique, 67% des personnes interrogées déclarent être favorables à la conclusion d'accords commerciaux – Bien que cette part ressorte en légère baisse par rapport au dernier sondage mené en début d'année (70%), l'opinion publique continue à soutenir la politique commerciale post-Brexit, notamment la perspective d'accords avec les États-Unis et les membres du partenariat transpacifique. Le soutien reste plus mitigé sur d'autres accords potentiels, en particulier avec l'Inde (40 %), le Brésil (31%), les Émirats arabes unis (29 %) et l'Arabie saoudite (26 % de soutien). La protection des normes alimentaires semble être prioritaire dans certaines négociations (notamment pour les accords de libre-échange avec les États-Unis, l'Inde et le Mexique) tandis que la protection des droits humains et de l'égalité se hisse en priorité vis-à-vis de partenaires commerciaux tels que les Emirats Arabes Unis et l'Arabie saoudite.

Plusieurs organisations de la société civile [alertent](#) le gouvernement britannique sur les

**conséquences d'un accord commercial avec l'Inde sur le système de santé britannique (NHS)** – Consécutivement aux fuites portant sur le chapitre relatif à la propriété intellectuelle au sein de l'accord en cours de négociation, ces organisations estiment que le prix de certains traitements pourrait être affecté dans la mesure où 25% des produits distribués par le NHS sont fournis par l'Inde. Des dispositions dans le projet d'accord suggéreraient, entre autres, que les entreprises pharmaceutiques seraient autorisées à prolonger leur brevet, au-delà de la période de 20 ans prévue initialement, sur certains produits et traitements.

## Actualité financière

Le gouvernement britannique va [prolonger d'un an \(fin 2024\)](#) sa décision de reconnaissance des chambres de compensation de pays tiers.

Revenant sur la crise de liquidité des fonds de pension britanniques, Sarah Breen, en charge de la stabilité financière à la Banque d'Angleterre (BoE), a [évoqué](#) la nécessité d'une réglementation mondiale plus stricte des institutions financières non-bancaires – Elle a regretté que la communauté internationale ait fait des progrès limités dans la gestion des risques liés à l'effet de levier en dehors des bilans des établissements de crédit réglementés. Les mesures imaginées pour ces acteurs non-bancaires pourraient inclure "des réglementations pour garantir que l'effet de levier excessif soit mieux contrôlé par les prix et les marges du marché". Par ailleurs, les banques devraient améliorer leurs stress-tests internes et exiger des contreparties

une plus grande transparence sur les effets de levier cachés. Enfin, les *primes brokers* devraient avoir accès aux données sur l'effet de levier global d'un fonds.

**La *Financial Conduct Authority* (FCA) a écrit aux dirigeants d'entreprises de *Buy Now Pay Later* (BNPL) pour les sensibiliser aux risques encourus en cas d'infraction aux règles de promotion financière** – Cette démarche intervient alors que l'autorité a également [déclaré](#) avoir dû intervenir massivement sur des promotions (publicités) financières lors du dernier trimestre. Durant cette période, elle aurait ordonné la modification ou la suppression de 4 151 promotions financières. La FCA a souligné qu'elle avait vu plusieurs cas - 303 avertissements - impliquant des entreprises non agréées cherchant à tirer profit de l'augmentation du coût de la vie, notamment auprès de personnes plus vulnérables.

**Un [rapport](#) réalisé par un groupe multipartite de parlementaires appelle le gouvernement à donner au secteur financier un rôle beaucoup plus important dans la réalisation de l'objectif de « *Levelling Up* »** – Il souligne que, bien que le secteur des services financiers soit l'un des plus gros employeurs du Royaume-Uni et qu'il contribue à environ 10% du PIB, il a été négligé dans la stratégie de rééquilibrage socio-économique (*levelling-up*) entre le sud de l'Angleterre et le reste du pays. Les recommandations du rapport encouragent le gouvernement à : (i) donner aux régulateurs financiers un nouvel objectif de croissance économique pour toutes les régions du Royaume-Uni, (ii) élargir le rôle de *Office for Investment* du gouvernement pour qu'il puisse favoriser des investissements privés, particulièrement de la part des fonds de pensions vers certaines régions du pays, (iii) créer de nouveaux organismes intersectoriels pour représenter

le secteur dans les villes en dehors de Londres, et enfin, (iv) modifier les règles prudentielles encadrant les petites banques (« *challenger banks* ») permettant à celles-ci de débloquer des investissements pour les régions (en lien avec le « *Strong and Simple Framework* » discuté actuellement par les autorités de régulation.

**UK Export Finance (UKEF) a [annoncé](#) la création d'une nouvelle solution financière incluant la possibilité d'un report du remboursement en cas de situations d'urgence dues au changement climatique** – Annoncée lors de la journée des finances de la réunion de la Cop27, l'instrument dénommé *Climate Resilient Debt Clause* (CRDC) de UKEF sera proposé dans les prêts souverains directs nouveaux et modifiés aux pays en développement et vulnérables au changement climatique. Si un pays emprunteur éligible est frappé par une catastrophe naturelle ou un autre choc climatique, il pourra demander une suspension de 12 mois de tous les paiements du principal et d'intérêts dus à UKEF, et les paiements différés seront remboursables sur une période de cinq ans. Les reports de CRDC ne seront pas considérés comme des cas de défaut, préservant ainsi la continuité du financement et des projets tout en fournissant des liquidités aux autorités du pays.

**La [Transition Plan Taskforce](#) (TPT) a lancé une consultation publique autour de ses recommandations pour le développement de plans de transition par les entreprises** – Le TPT recommande notamment aux organisations concernées de publier des plans de transition au moins tous les trois ans, et qui devront décrire les ambitions des firmes pour atténuer et gérer les effets du changement climatique (avec des cibles d'émissions), ainsi que les actions associées

pour y parvenir. Cette Taskforce, créée lors de la COP26 par le gouvernement britannique, a également publié un [guide](#) de mise en œuvre pour aider les entreprises, étape par étape, à élaborer un plan de transition, y compris quand, où et comment divulguer leur plan, ainsi qu'une *sandbox* pour les tester. Cette consultation se clôturera le 28 février 2023. En 2023, le groupe de travail publiera également une série d'orientations sectorielles.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres  
Rédacteurs : Quentin Bon, Héloïse de Montgolfier, Carole Lebreton et Sophia Milliaud  
Revu par Thomas Ernoult  
Pour s'abonner : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)